

Pau, le 25 janvier 2024

ARRÊTÉ N°AT-2024-0128

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu la demande en date du 25 janvier 2024, par laquelle le Pôle Spectacles Vivant et Arts visuels sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour organiser un spectacle au Théâtre Saint Louis ;

Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le stationnement des véhicules rue Saint Louis ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – Du **Lundi 29 Janvier 2024 à 07h00 au Mercredi 31 Janvier 2024 23h59**, Le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant rue Saint Louis au droit du Théâtre Saint Louis, suivant la signalisation mise en place sur les lieux.

ARTICLE 2 – Seul le véhicule Mercedes Sprinter **immatriculé GF-055-DE** est autorisé à stationner sur cet emplacement.

Le présent arrêté doit être affiché dans le véhicule.

ARTICLE 3 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté est enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération est effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière sont à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 4 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 5 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

25 JAN. 2024

Publié le



Nathalie MASSOU-FONTENEL
Pour le Maire et par délégation
La Directrice Prévention et Sécurité Publique